

L'Etat africain et la crise postcoloniale

Portant sur les 60 ans de l'Etat en Afrique, l'ouvrage explique des nouvelles perspectives critiques et prospectives sur le devenir de l'Etat en général avec un focus sur la République démocratique du Congo, la Guinée et la République Sud-Africaine.

D'une part, l'ouvrage problématise les déficits post-coloniaux de l'Etat en Afrique et les impensés théoriques et pratiques qui en résultent, ne permettant pas à cet Etat de remplir notamment sa fonction sociale et économique. L'analyse quadrille le déficit du droit, de la quasi-absence d'un constitutionnalisme sensible à son contexte et ses problèmes, de la persistance des pratiques de patrimonialisation de l'État, du déficit des politiques culturelles adéquates et des contre-pouvoirs démocratiques. D'autre part, les contributions notent des preuves de résistance et de résilience novatrices autour d'une postcolonie ayant conduit à certains progrès relatifs dans l'édification de l'Etat en Afrique tout en soulignant néanmoins les ratés économiques de la lutte des classes. Dans la foulée, les auteurs requestionnent l'État africain de type capitaliste et néolibéral. Ils proposent, comme une voie de sortie, entre autres la prise en compte des philosophies propres à l'Afrique, l'*Ubuntu* et la *bisoïté/le bisoïsme* sous l'angle politique et juridique.

L'enjeu ultime de l'ouvrage est l'émergence d'un Etat africain promoteur des normativités enracinées culturellement et des politiques publiques conduisant vers une réelle alternative face à la crise socioéconomique, à la fois en contexte post-colonial et en épistémologie postcoloniale.

Joël BARAKA AKILIMALI est juriste, politiste et énarque. Il est attaché de recherche à l'école des sciences politiques et sociales de l'Université Catholique de Louvain notamment au sein du Centre d'études du développement (Belgique) et enseignant en République démocratique du Congo notamment à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu, ISDR-Bukavu. Il s'intéresse spécialement aux questions de recherche en rapport avec la crise de l'Etat en Afrique ; l'écologie politique sous l'angle de la transition socioéconomique et de la justice climatique ; la géopolitique culturelle et les politiques publiques foncières avec un focus sur les approches bottom up au sein des microstructures politiques.

Trésor MAKUNYA MUHINDO est Chargé de publication au Centre for Human Rights de la Faculté de Droit de l'Université de Pretoria (Afrique du Sud). Il enseigne au programme de Master en droits de l'homme et démocratisation en Afrique (Centre for Human Rights). Il est membre des comités scientifiques de l'Annuaire africain des droits de l'homme, Recueil des décisions de la Cour africaine des droits de l'homme, de la Revue africaine des droits de l'homme et de l'Annuaire congolais de justice constitutionnelle. Ses recherches portent sur le droit constitutionnel comparé, le droit international des droits de l'homme et la démocratisation en Afrique.

Etudes africaines
Série Politique

Illustration de couverture : 123rf.com

ISBN : 978-2-343-23066-5
42 €



Sous la direction de
Joël BARAKA AKILIMALI
et **Trésor MAKUNYA MUHINDO**

L'Etat africain et la crise postcoloniale
Repenser 60 ans d'alternance institutionnelle
et idéologique sans alternative socioéconomique



Etudes
africaines

Série Politique

Sous la direction de
Joël BARAKA AKILIMALI
et **Trésor MAKUNYA MUHINDO**

L'Etat africain et la crise postcoloniale

Repenser 60 ans d'alternance institutionnelle
et idéologique sans alternative socioéconomique



Préface de Babacar Kanté

L'Harmattan

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	7
PREFACE.....	9
AVANT-PROPOS.....	15
REMERCIEMENTS.....	23
INTRODUCTION GÉNÉRALE : Quel État pour quelle Afrique post-coloniale ?	25
PREMIERE PARTIE. L'ETAT AFRICAIN ET LA CRISE POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE DE SA FORMATION À SES TRANSFORMATIONS	55
Chapitre 1. Il était une fois l'Etat partout et nulle part : Performativités mythologiques de l'Etat et rapports à l'espace en Afrique	57
(<i>Joël BARAKA AKILIMALI et René Claude NIYONKURU</i>)	
Chapitre 2. Mimétisme constitutionnel et/ou réadaptation au contexte en Afrique de l'ouest francophone : l'exemple de la Guinée	79
(<i>Abdoulaye SOW</i>)	
Chapitre 3. Démocratie et taille du gouvernement en Afrique.....	103
(<i>Adélarde D. KASESHI, Biyevanga M.R.M. et Ishara G. Musimwa</i>)	
Chapitre 4. La Communication institutionnelle d'Etat en Afrique : Réflexions à partir de la République Démocratique du Congo.....	127
(<i>Jean Claude BITSURE</i>)	
Chapitre 5. Soixante ans d'Accords et [dés]accords : la République démocratique du Congo entre raison de la force et oraison du droit	153
(<i>Olivier BAHOZE Baraka</i>)	
Chapitre 6. Gouvernance philanthropique et conservation du pouvoir en Afrique : une clé pour comprendre le néo-paternalisme politique en RDC.	185
(<i>Valéry Ntwali Nantondo</i>)	
DEUXIEME PARTIE. L'ETAT AFRICAIN ET LA CRISE DES INSTITUTIONS SOCIOCULTURELLES EN MATIERE DE NORMATIVITÉ ET DE PAIX SOCIALE	209
Chapitre 7. L'apport et les limites des tribunaux dans la réalisation de la justice sociale en Afrique du Sud.....	211
(<i>Trésor Makunya Muhindo</i>)	
Chapitre 8. Ubuntu : Recréer la République Démocratique du Congo à partir de ses valeurs traditionnelles	237
(<i>Katambo Virivusigha</i>)	

Chapitre 9. La justice coutumière d'État sans tribunaux coutumiers. Vers une modernité insécurisée dans la résolution des conflits fonciers coutumiers dans l'Est de la RDC	259
<i>(Joël BARAKA AKILIMALI et AMATO NTABALA G.)</i>	
Chapitre 10. Et si le <i>Droit</i> était la source des problèmes des sociétés africaines	287
<i>(Briba MBUYA M.)</i>	
Chapitre 11. La participation de la femme congolaise dans la vie publique 60 ans après l'accession de la RDC à l'indépendance	307
<i>(Félicité MUGOMBOZI)</i>	
Chapitre 12. Restitution du patrimoine culturel africain, et après ? L'Etat congolais et l'urgence d'une politique de réappropriation du patrimoine culturel et de la promotion des droits culturels	331
<i>(Gracia LWANZO Kasongo)</i>	
Chapitre 13. Mémorialisation et (re)construction de l'Etat-nation. Contribution vers un renouveau du contrat social en RD Congo	357
<i>(Benjamin BABUNGA WATUNA et Joël BARAKA AKILIMALI)</i>	
 TROISIEME PARTIE. L'ETAT AFRICAIN ET LA CRISE DE L'ORDRE ECONOMIQUE : GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES ET VIOLENCE SYMBOLIQUE	 383
 Chapitre 14. Populations locales et exploitation minière dans les Etats africains : réflexions à partir de l'obligation de contribuer au développement communautaire	 385
<i>(Jean Paul KOTEMBEDOUNO)</i>	
Chapitre 15. L'exploitation des ressources naturelles et la reconstruction d'États post-conflit : la République Démocratique du Congo à la croisée des chemins	407
<i>(Franck SHUKURU)</i>	
Chapitre 16. L'Etat africain et l'impensé économique de la postcolonie : problématique du travail et des salaires	429
<i>(Patience KABAMBA)</i>	
Chapitre 17. Financement extérieur des élections et souveraineté économique en Afrique : quelles alternatives pour la RD Congo ?	451
<i>(Ithiel BATUMIKE MIHIGO)</i>	
Chapitre 18. Investissements fonciers ou Accaparement des terres ? Les Etats de l'Union africaine dans la tourmente des choix développementalistes.....	473
<i>(Joël BARAKA AKILIMALI)</i>	
 CONCLUSION GENERALE : Des « chemins rocailleux » aux « chemins ramollis »	 501
 NOTE SUR LES AUTEURS ET CONTRIBUTEURS	 505